



Munich Personal RePEc Archive

On the impact of the 2023 Sudanese war on Africa and beyond

Kohnert, Dirk

GIGA, Institute for African Studies, Hamburg

9 June 2023

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/117583/>
MPRA Paper No. 117583, posted 10 Jun 2023 06:48 UTC

L'impact de la guerre du Soudan de 2023 sur l'Afrique et au-delà

Dirk Kohnert ¹

Conflit au Soudan, 2023 ²



Source: © [Enrico Bertuccioli](#), 17 avril 2023

Résumé : [*L'impact de la guerre du Soudan de 2023 sur l'Afrique et au-delà*] – Depuis des décennies, l'histoire du Soudan, troisième plus grand pays d'Afrique avec environ 46 millions d'habitants, est marquée par de violents affrontements entre les élites militaires du Nord, musulmanes et arabes de la capitale Khartoum aux dépens de la population civile. Depuis que le Soudan a obtenu son indépendance en 1956, il y a eu 16 tentatives de coup d'Etat, dont six ont réussi. C'était plus que dans tout autre pays sur un continent qui a lui-même connu plus de coups d'Etat que toute autre région du monde. Deux guerres civiles entre le gouvernement de Khartoum et les régions du sud ont fait environ 1,5 million de victimes. En outre, le conflit en cours dans la région occidentale du Darfour a tué plus de 200 000 personnes et déplacé deux millions de personnes. Dans ces conflits, les frontières ont peu d'importance. Le contrôle des ressources et des sujets est l'objectif principal, et les forces qui surgissent dans les régions frontalières cherchent à se venger des élites métropolitaines méprisées. L'importance géopolitique du Soudan dans une région instable, bordant la mer Rouge, le Sahel et la Corne de l'Afrique, ainsi que sa prospérité agricole, ont attiré des acteurs régionaux et mondiaux et ont entravé la réussite de la transition vers un gouvernement dirigé par des civils et le développement durable. Outre la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale, la Russie, les États-Unis, l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis et d'autres pays voisins se battaient pour l'influence au Soudan, notamment l'Éthiopie, le Tchad et le Soudan du Sud. Eux aussi ont été touchés par les troubles politiques et les conflits et ont souffert sous le fardeau des réfugiés soudanais fuyant les combats vers les pays voisins. Les dirigeants coloniaux britanniques avaient déjà utilisé les différences existantes pour diviser la population en fonction des affiliations ethniques et régionales, une pratique qui survit à ce jour. L'activisme des milices a approfondi les divisions entre les partisans des rebelles. Cette politique, de diviser pour régner correspondait à une tactique bien établie, utilisée par les gouvernements africains dans les guerres civiles ethniques, exploitant souvent les milices pour encourager et faciliter la migration ethnique en intégrant les milices dans l'armée nationale. Des réseaux criminels transnationaux bien établis impliqués dans le trafic de drogue, d'armes et d'êtres humains étaient également prêts à profiter du chaos. Cela a fait du Soudan l'un des pays les plus fragiles au monde. L'effondrement du Soudan ébranlerait non seulement ses voisins, mais pourrait également bouleverser plusieurs autres pays africains, y compris des États fragiles du Sahel et d'Afrique de l'Est et du Nord. Les effets secondaires d'une zone de conflit aussi incalculable et le chaos qui en résulte affecteraient également l'Europe occidentale, qui souffre déjà de l'afflux de réfugiés de Syrie et d'autres zones de guerre au Moyen-Orient et en Afrique.

Mots clés : [Soudan](#), [conflit soudanais de 2023](#), [Soudan du Sud](#), [Afrique subsaharienne](#), [trafic d'armes](#), [trafic de drogue](#), [famine](#), [réfugiés](#), [migration](#), [développement durable](#), [démocratisation](#), [post-colonialisme](#), [secteur informel](#), [commerce international](#), [nationalisme](#), [Russie](#), [Grande-Bretagne](#), [Pakistan](#), [APD](#), [ONG](#), [études africaines](#)

JEL-Code: E26, F22, F24, F35, F51, F52, F54, F63, H12, H27, H56, H77, H84, I31, J46, J61, L31, N17, N37, N47, N97, O17, O55, Z13

¹ Dirk Kohnert, expert associé, [GIGA-Institute for African Affairs, Hamburg](#). Projet : 10 juin 2023

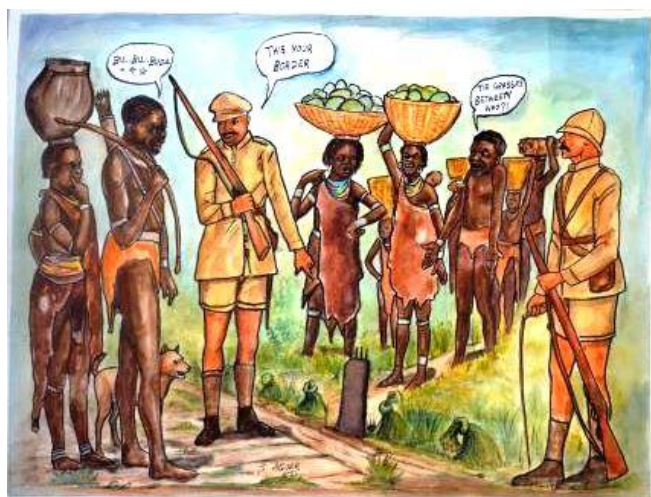
² [Cartoonmovement.com](#). Tags: [Soudan](#), [Abdel Fattah al-Burhan](#), Mohamed Hamdan 'Hemedti'.Dagalo.

1. Introduction

Le [Soudan](#) se trouve dans une région instable bordant [l'Égypte](#) au nord, le [Tchad](#) et la [zone sahélienne](#) à l'ouest, la [mer Rouge](#) et la [Corne de l'Afrique](#) à l'est, et [l'Éthiopie](#) et le [Soudan du Sud](#) au sud. Sa situation géostratégique et sa richesse agricole ont attiré des puissances régionales et mondiales pendant des générations. Aux côtés de l'ancienne puissance coloniale, la [Grande-Bretagne](#), notamment la [Russie](#), les [États-Unis](#), [l'Arabie Saoudite](#), les [Émirats arabes unis](#) et les autres états voisins du Soudan se disputent l'influence au Soudan (Fulton & Holmes, 2023).

Comme d'anciennes colonies similaires créées artificiellement de [l'Empire britannique](#), par ex. [Nigeria](#), la région comprend différents peuples, groupes ethniques et dotations en ressources. Ses frontières traversent des royaumes conquis, des sphères d'influence et des routes commerciales transnationales. Surtout en temps de conflit, ces frontières ont peu d'importance, le contrôle des ressources et des sujets compte le plus (Burke, 2023a).

Cartoon 2: « C'est ta frontière »³



Source: Simple, Alex Miskin (2022)

Déjà, les Britanniques ont poursuivi la politique d'administration de la colonie jusqu'à l'indépendance du Soudan en 1956 comme deux zones essentiellement distinctes, le nord et le sud du Soudan. Le [Soudan](#) était le plus grand pays africain par superficie jusqu'à la sécession du [Soudan du Sud](#) en 2011, qui s'est approprié la plupart des riches gisements de pétrole et de gaz soudanais. La guerre de sécession due à la marginalisation politique et économique de la population locale par le gouvernement central soudanais à [Khartoum](#) a été prolongée et féroce. Par la suite, le Soudan est resté le troisième plus grand pays, derrière [l'Algérie](#) et la [RD Congo](#), avec une population estimée à environ 46 millions de citoyens en 2021 (UNSTATS, 2021).

La population civile au [Soudan](#) a été dévastée par des guerres pendant des décennies, y compris les [guerres civiles de 1956](#) à 1972 et de [1983 à 2005](#), et la terrible [guerre du Darfour](#) (2003-2010) aux conséquences génocidaires, un conflit qui se poursuit à ce jour dans certaines régions. Les pertes humaines estimées dans le conflit du Darfour s'élèvent à plusieurs centaines de milliers de victimes, causées par le nettoyage ethnique et la famine,

³ © South Sudan National Archive Project, Rift Valley Institute. - Caricature sur la délimitation arbitraire des frontières du Soudan à l'époque coloniale par la puissance coloniale britannique. Source: Simple, Alex Miskin (2022).

exacerbées par la migration forcée de millions de personnes vers des camps de réfugiés ou de l'autre côté de la frontière (Rothbart & Korostelina & Gjeloši, 2023).

Graph 1: Carte du Soudan (2011)



Source: [Sudan](#), Muhammad Daffa Rambe, Wikipedia

Dans ce qui suit, les racines immédiates du conflit et sa recrudescence seront analysées. Les parties internes et externes impliquées dans le conflit, son impact sur toutes les factions, y compris les victimes occasionnelles, ainsi que l'impact probable sur les régions extérieures au conflit (par exemple, le [Pakistan](#)), seront inclus. Enfin, la migration déclenchée par les guerres et ses effets possibles sur des régions extérieures telles que l'Europe occidentale ainsi que les leçons apprises seront décrites.

2. Les racines et les parties impliquées dans le conflit

Cartoon 3: Conflit militaire au Soudan ⁴



Source: © Enrico Bertuccioli, 7 May 2023, [Cartoonmovement.com](#).

⁴ [Cartoonmovement.com](#). Tags: [Sudan](#), [Abdel Fattah al-Burhan](#), [Mohamed Hamdan Dagalo](#). guerre civile, lutte pour le pouvoir, Afrique, peuple, armée soudanaise.

En avril 2019, le général [Omar el-Béchr](#), qui avait été le septième chef d'État soudanais de 1989 à 2019, trois fois (ré)élu lors d'élections non-démocratiques et contestées, a été renversé lors d'un coup d'État militaire des deux les principales forces de sécurité, qu'il avait formé des années auparavant avec la tactique gouvernementale éprouvée de dominer et de diviser. Les [Forces armées soudanaises](#) (SAF) régulières du général [Abdel Fattah al-Burhan](#) et les [Forces de soutien rapide](#) (RSF) paramilitaires, une milice, également connue sous le nom de [Janjawid](#), qui a été associée à des atrocités généralisées, dirigée par son rival, le général « *Hemedti* » [Mohamed Hamdan Dagalo](#) (Fulton & Holmes, 2023). Bashir lui-même avait déjà renversé le gouvernement démocratiquement élu de [Sadiq al-Mahdi](#) lors d'un coup d'État militaire en juin 1989, quand le dernier avait tenté de négocier avec les rebelles du Sud-Soudan.

La [révolution soudanaise de 2019](#) a abouti à la déclaration d'un nouvel ordre et d'une feuille de route pour le retour du pays à la démocratie. Selon une charte constitutionnelle, un gouvernement de transition composé d'officiers et de civils devait être remplacé par un gouvernement élu en 2024 (Tønnessen, 2023). En juillet 2020, le président déchu Omar el-Béchr a été jugé pour avoir dirigé le coup d'État militaire de 1989 qui l'a porté au pouvoir. C'était la première fois qu'un dirigeant africain, arrivé au pouvoir en renversant son prédécesseur, était poursuivi pour avoir mené un coup d'État (Fabricius, 2020). En outre, la [Cour pénale internationale](#) (CPI) a tenté d'engager une action en justice contre [Omar el-Béchr](#) et d'autres Soudanais suspectés de violations flagrantes des droits de l'homme, y compris le meurtre de manifestants pro-démocratie en juin 2019 dans lequel l'armée aurait été impliquée (Fulton & Holmes, 2023).

Graph 3: Localisation du Darfour au Soudan



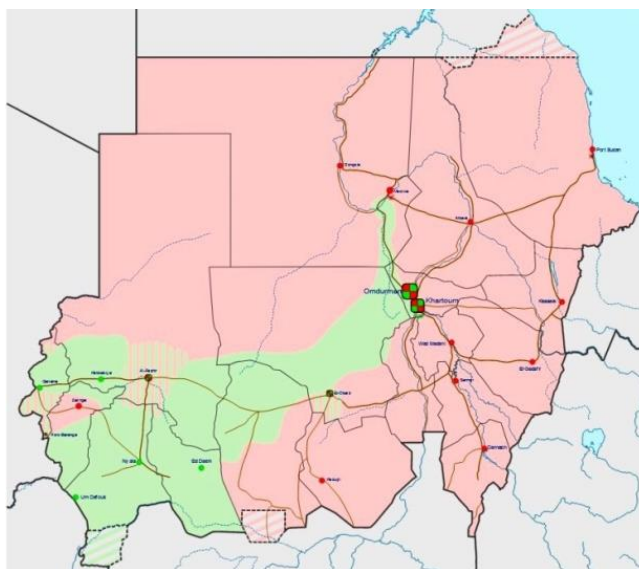
Source: Burke, Jason (2023)

Entre-temps, le pays était gouverné par une coalition militaire des SAF et des RSF paramilitaires, dirigée par le général *Hemedti* [Mohamed Hamdan Dagalo](#), qui est devenu le vice-président du Conseil militaire de transition (TMC). *Hemedti* et son RSF ont également agi comme une sorte de mercenaire d'État, employé comme le célèbre [groupe russe Wagner](#), ou le [gouvernement tchadien](#), louant ses forces spéciales pour des contre-insurrections à la solde de la [France](#) ou des [États-Unis](#) (Waal, 2023). Par exemple, à la suite de l'intervention menée par [l'Arabie Saoudite](#) au [Yémen](#) en mars 2015, [Khartoum](#) a conclu un accord avec [Riyad](#) pour déployer les troupes d'*Hemedti* au Yémen, ce qui s'est avéré assez lucratif pour lui (ACSS, 2023).

Cependant, le 15 avril 2023, les SAF et les RSF se sont violemment affrontés à [Khartoum](#), tandis que des violences moins signalées se sont propagées à travers le pays. Le conflit a causé d'importantes pertes civiles et une catastrophe humanitaire. Des tensions croissantes entre les deux alliés avaient déjà été remarquées depuis le coup d'État de 2019 en raison de la demande civile et internationale de contrôle de l'intégration des RSF dans les forces armées régulières. Des militants politiques et des ONG ont également appelé à la remise des participations militaires lucratives dans l'agriculture, le commerce et d'autres industries qui constituaient une source cruciale de pouvoir pour l'armée qui sous-traitait souvent des actions militaires délicates à des milices régionales (Fulton & Holmes, 2023).

Jusqu'au début juin 2023, plus de 1,2 million de personnes avaient été déplacées à l'intérieur du pays, et 400 000 autres ont été forcées de fuir vers les pays voisins. Au-delà de la capitale, où se sont déroulés les affrontements les plus intenses, des combats meurtriers ont de nouveau éclaté au [Darfour](#), déjà dévasté par des troubles de longue date et d'énormes problèmes humanitaires. Les combats entre [Masalit](#) et les Arabes ont refait surface, causés par le vide sécuritaire après le départ des deux parties belligérantes, y compris des attaques contre les personnes déplacées dans les camps et des efforts délibérés pour détruire l'infrastructure humanitaire. À [Nyala](#), la capitale de [Darfour du Sud](#), par exemple, le plus grand marché de la région a été détruit, un entrepôt de fournitures médicales incendié et des institutions gouvernementales, des entreprises privées, des organisations nationales et internationales et certains magasins ont été pillés. L'extension du conflit au Darfour était également importante car la région pouvait fournir une redoute vitale au général *Hemedti* au cas où les RSF perdraient du terrain ailleurs (Burke, 2023). Le 5 juin, les combats se sont de nouveau intensifiés à Khartoum après l'échec des pourparlers répétés de cessez-le-feu (Reuters, 2023).

Graph 4: Carte des affrontements au Soudan en 2023 ⁵



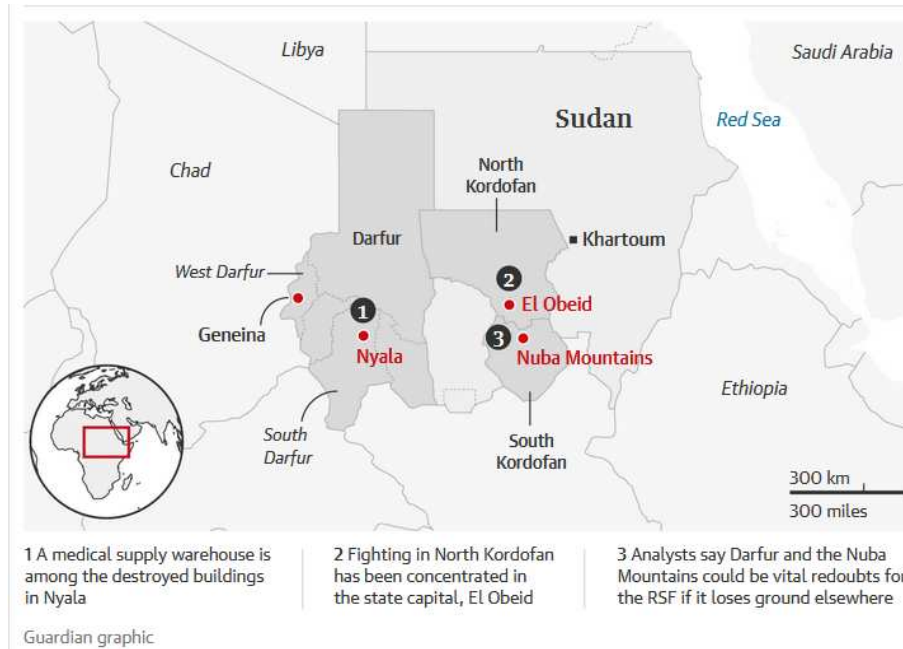
Source: ['2023 Sudan conflict'](#), Wikipedia

Le conflit croissant était également susceptible d'aggraver les clivages politiques régionaux existants, notamment en [Éthiopie](#), au [Tchad](#) et au [Soudan du Sud](#) (Oxford Analytica, 2023; Fulton & Holmes, 2023). De plus, le conflit a développé des dimensions géopolitiques majeures parce que des acteurs mondiaux comme la [Russie](#), les [États-Unis](#), [l'Arabie Saoudite](#) et les [Émirats arabes unis](#) se sont battus pour exercer leur influence au [Soudan](#) pour

⁵ Adapté de Sudanese Internal Conflict.svg – couleur rouge : contrôlé par le gouvernement soudanais (SAF), couleur verte : contrôlé par les Forces de soutien rapide (RSF).

différentes raisons. Les Saoudiens et les [Émirats arabes unis](#) ont vu dans la transition du Soudan une opportunité de repousser l'influence islamiste dans la région. Avec les [États-Unis](#) et la [Grande-Bretagne](#), ils ont formé le « *Quad* », qui a assuré la médiation au Soudan avec l'[ONU](#) et l'[Union africaine](#) (Fulton & Holmes, 2023).

Graph 5: Carte de Nyala (Dafour) et d'El Obeid, du Kordofan du Nord et des monts Nouba



Source: Burke, Jason (2023)

3. L'impact du conflit sur toutes les factions et les victimes

Cartoon 4: Le Soudan de nouveau en proie à la guerre civile



Source: © Alaa Satir (Sudan), cartooningforpeace.org, 2023

Le conflit actuel au [Soudan](#) concerne également la régulation et l'impact des conflits communautaires récurrents, par exemple sur les frontières, les droits de pâturage et les droits d'eau. L'intervention du gouvernement, notamment si elle est biaisée en faveur de certains groupes, peut remettre en cause les conditions de la cohabitation communale. Cela peut mettre en danger la résilience de la communauté face à la violence communautaire et ainsi faire pencher la balance en faveur du conflit plutôt que de la coopération (Brosché, 2023). Des

limites peu claires peuvent provoquer des conflits, selon la manière dont les différences sont gérées. Des différends sur les frontières se sont produits à plusieurs reprises dans l'est du Soudan, mais ne se sont pas intensifiés, ce qui indique que la manière dont les différends sont gérés semble être plus importante que la fréquence de ces différences. Selon des études de cas, dans l'est du Soudan, contrairement au Darfour, les frontières n'étaient généralement pas tracées pour modifier l'équilibre des pouvoirs ou inciter à des conflits (Brosché, 2023).

De plus, le conflit peut creuser les lignes de fracture entre les groupes régionaux et ethniques. Cela avait déjà été observé lors de la [première guerre civile soudanaise](#) au lendemain de l'indépendance en 1956. La politique d'arabisation et d'islamisation de l'élite arabomusulmane de la capitale faisait craindre une marginalisation de la majorité des communautés noires du Sud. Des soulèvements sporadiques dans les villes et les garnisons du sud ont dégénéré en une véritable guerre civile au début des années 1960 (Voller, 2023). Déjà, les colonialistes Britanniques du [Soudan anglo-égyptien](#) (1899 et 1956) avaient utilisé les clivages existants pour diviser la population du sud, une pratique qui s'est poursuivie dans la stratégie de contre-insurrection COIN de l'État soudanais. Les milices ont été utilisées comme un moyen d'encourager les défections ethniques en les utilisant pour attirer dans leurs rangs des transfuges des districts rebelles. Le gouvernement démocratiquement élu de [Sadiq al-Mahdi](#) a tenté d'organiser les milices en unités semi-formelles, appelées *al-haras al-watani* (gardes nationaux). Ceux-ci étaient employés dans tout le Sud-Soudan au milieu des années 1960, destinés à contrôler la violence. Cependant, contre toute attente, l'activisme des milices a contribué au contraire à approfondir le clivage dans les circonscriptions rebelles. Ils ont permis à Khartoum de manipuler les identités des groupes et d'attiser les tensions communautaires. De ce fait, ils ont affaibli et délégitimé la rébellion et renforcé la dépendance des transfuges à la survie de l'État central (Voller, 2023).

Cartoon 5: Le Soudan plongé dans les guerres civiles



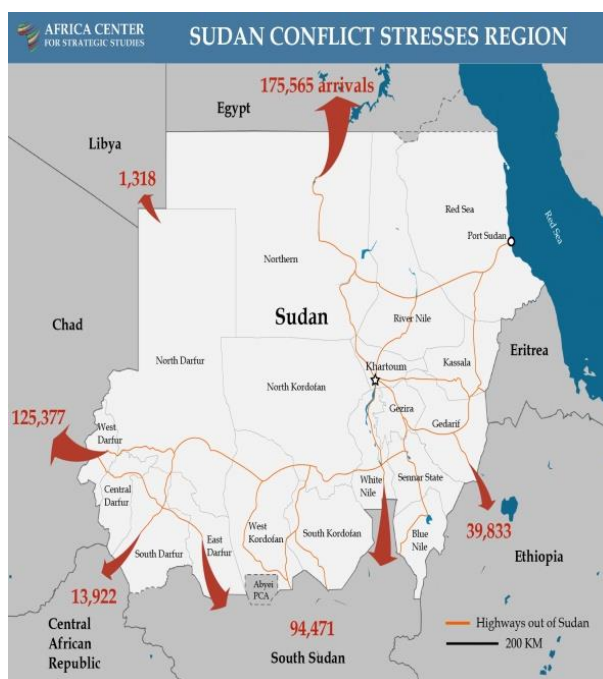
Source: © Rahma Cartoons, 27 avril 2023, cartoonmovement.com

Pendant des décennies, la population du Soudan a été dévastée par des conflits violents, dont deux guerres civiles (1956-1972) et (1983-2005), et des hostilités se poursuivant à ce jour dans certaines régions (Rothbart & Korostelina & Gjelogshi, 2023). La vision de la justice des victimes en essayant de surmonter les inégalités systémiques a révélé que leur conception de la justice concernant la violence et les traumatismes subis, tels que les fusillades, les assauts aériens, les viols, la destruction de biens, la dévastation de villages entiers, le pillage et la destruction stratégique de la terre, était inséparable de la paix. Le renversement du président Basculer la table des matières

[Omar el-Bechir](#) a représenté l'aboutissement d'au moins dix ans d'activisme d'organisations civiques de base, y compris des groupes de résistance et des groupes de revendication locaux axés sur des problèmes tels que les initiatives d'oppression contre les femmes (Mubadarat). Pourtant, le coup d'État militaire du 25 octobre 2021 a fait dérailler ces attentes. Il en est résulté des mesures répressives à l'encontre des mouvements locaux et de leurs membres qui ont été fragmentés et gravement affaiblis (Rothbart & Korostelina & Gjeloshi, 2023; Sawant, 1998).

4. L'impact du conflit sur les régions extérieures en Afrique et au-delà

Graph 6: Le conflit soudanais met à l'épreuve des voisins fragiles ⁶



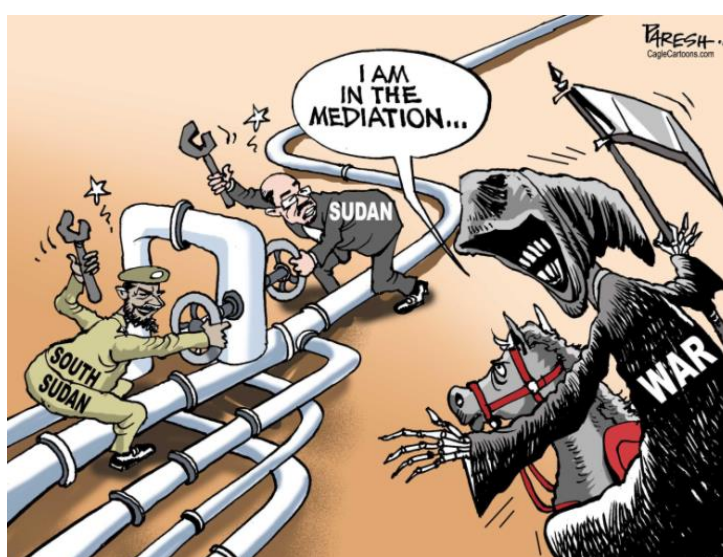
Source: Africa Center for Strategic Studies, Washington, DC

Le conflit actuel au [Soudan](#) a été alimenté par des forces bien au-delà de ses frontières, comme des guerres par procuration dans d'autres régions, par exemple en [Syrie](#) (Burke, 2023a), entraînées par la compétition géopolitique des superpuissances, des gouvernements régionaux et voisins et des seigneurs de la guerre, comme le libyen [Khalifa Haftar](#), et enfin, mais non des moindres, la course internationale aux riches ressources du Soudan. Cependant, les parties concernées ne peuvent pas toujours agir de manière indépendante. Haftar, par exemple, a dû soigneusement équilibrer son besoin de plaire à ses partisans aux Émirats arabes unis, qui sont des partenaires clé dans le commerce de l'or avec *Hemedti*, mais sans ennuyer ses autres sponsors en [Egypte](#), qui soutiennent le général SAF [Burhan](#) (Burke, 2023a). En novembre 2017, les RSF d'*Hemedti* ont pris le contrôle des mines d'or artisanales de Jebel Amer en El Sireaf, dans le nord du Darfour, qui constituaient la principale source de revenus d'exportation du Soudan. Ainsi, il avait capturé les deux sources de devises fortes les plus lucratives du pays, le mercenariat d'État et le commerce de l'or (Waal, 2023). De plus, les voisins du Soudan doivent faire face à leurs conflits ou à leur instabilité politique, et les crises de la région sont interdépendantes (ACSS 2023).

⁶ 2 mai 2023 (mise à jour le 6 juin, 2023)

Dans ce conflit, les frontières importent peu, le contrôle des ressources est l'objectif premier. D'autres groupes d'intérêts incluent des forces des régions frontalières cherchant à se venger des élites métropolitaines arrogantes. Des alignements d'intérêts obscurs, une realpolitik brutale et une désinformation systématique sont la tactique utilisée au détriment des ruraux pauvres et des faibles (Burke, 2023a). Des analystes internationaux informés craignaient que la bataille actuelle entre deux ennemis distincts ne se transforme en un conflit encore plus insoluble de multiples milices locales basées sur l'ethnicité ou les identités régionales et religieuses qui pourraient se poursuivre pendant des décennies, comme les mouvements islamistes. Après tout, [Oussama ben Laden](#) a commencé sa croisade contre l'Occident au Soudan. L'effondrement du Soudan pourrait envoyer des ondes de choc dans toute l'Afrique, secouant les États voisins fragiles ainsi que d'autres pays s'étendant de la région troublée du [Sahel](#) jusqu'en [Afrique du Nord](#) et de [l'Est](#) (Burke, 2023a).

Cartoon 6: Impact des guerres du Soudan sur le contrôle transnational des ressources ⁷



Source: © Paresh Nath, 18 avril 2012, www.cagle.com

[L'Office of Foreign Assets Control](#) (OFAC) du département américain du Trésor avait déjà pris des mesures le 15 juillet 2020 dans le cadre de ses efforts de sanctions en cours contre l'oligarque russe [Evgueni Prigojine](#), le financier de la ferme de trolls russe « [Internet Research Agency](#) » (IRA), et les [mercenaires Wagner](#), en ciblant des entités situées au Soudan, destinées à échapper aux sanctions américaines. Les acteurs ciblés auraient directement facilité les opérations mondiales de Prigojine et ses tentatives de réprimer et de discréditer les manifestants en quête de réformes démocratiques au Soudan (US-Treasury, 2020). Trois ans plus tard, le 1er juin 2023, l'OFAC a également sanctionné les entreprises affiliées à l'armée qui alimentent les deux parties au conflit soudanais. Al Junaid Multi Activities Co Ltd et Tradive General Trading L.L.C., basées aux [Émirats arabes unis](#), toutes deux contrôlées par RSF, et Defense Industries System, la plus grande entreprise de défense du Soudan, et Sudan Master Technology (SMT), une société d'armement, toutes deux contrôlées par la SAF (US-Trésor, 2023). Environ deux décennies plus tôt, de 2004 à 2007, les [États-Unis](#), l'[Ouganda](#), le [Soudan](#) et le [Soudan du Sud](#) ont même collaboré au partage de renseignements contre un ennemi commun, l'Armée de résistance du Seigneur ([LRA](#)), bien qu'ils aient été des alliés très asymétriques et que le pacte ait même rejoint des forces africaines antagonistes (Shaffer,

⁷ Paresh Nath est le caricaturiste en chef du National Herald de l'Inde, et ses dessins sont syndiqués aux États-Unis par Cagle Cartoons.

2023). Par exemple, [Kampala](#) avait soutenu l'Armée populaire de libération du [Soudan](#) au Sud-Soudan, tandis que [Khartoum](#) soutenait le groupe rebelle basé en Ouganda, la LRA.

De plus, la [Chine](#) avait un intérêt considérable à servir de médiateur dans le conflit soudanais puisqu'elle avait maintenu des relations solides avec Khartoum après la destitution d'Omar al-Bashir en 2019. Pékin a soutenu le gouvernement de transition du pays, car il souhaitait protéger son accès aux importantes ressources pétrolières du Soudan et liaisons d'infrastructures dans le cadre de sa nouvelle route de la soie, l'initiative de la [nouvelle route de la soie](#). En 1996, par exemple, la China National Petroleum Corporation a acquis une participation de 40 % dans un consortium pétrolier soudanais (Lucente, 2023).

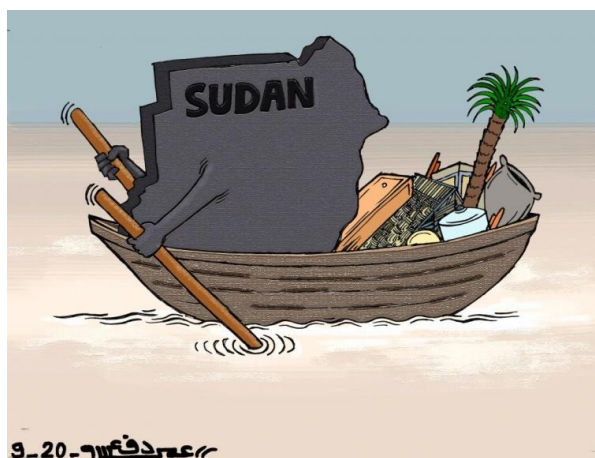
[L'Inde](#), une autre puissance émergente représentée par la coalition [BRICS](#), est également restée formellement neutre, mais était aussi intéressée à mettre fin au conflit pour empêcher que le voisinage du Soudan ne soit entraîné dans la guerre. New Delhi avait déjà joué un rôle important dans la supervision de la naissance finalement pacifique du Soudan du Sud, mettant ainsi fin au moins formellement à la guerre civile d'un demi-siècle pour la sécession de la région (Nayar, 2023).

Par ailleurs, le [Pakistan](#) entretient des relations bilatérales cordiales avec le Soudan depuis l'époque coloniale. Par exemple, [Khartoum](#) a soutenu [Islamabad](#) lors des guerres et [conflits indo-pakistanaï](#)s, et le Pakistan a soutenu le Soudan dans la défense de son intégrité et de sa souveraineté, notamment en ce qui concerne ses différends frontaliers avec l'Égypte et le Sud-Soudan. En outre, les troupes de maintien de la paix des Nations unies en provenance du Pakistan ont contribué à ramener la paix et la sécurité au Darfour. Avant le début des combats actuels, environ 1 500 Pakistanais vivaient au Soudan. Plus de 700 d'entre eux ont jusqu'à présent réussi à atteindre [Port-Soudan](#) pour rentrer chez eux (Hussain, 2023).

[L'Union africaine](#) (UA) est restée étrangement absente de la médiation du conflit au [Soudan](#). Son slogan « Solutions africaines aux problèmes africains » est resté une fois de plus un mantra creux. Déjà en 2009, lorsque la Cour pénale internationale (CPI) avait inculpé [Omar el-Bé](#)chir pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis au Darfour, l'UA avait refusé d'aider les tentatives de le traduire devant la justice internationale. Au contraire, il a conseillé à ses États membres d'ignorer le mandat de la CPI, affirmant que la CPI ciblait injustement les dirigeants africains et que l'arrestation d'al-Bashir mettrait en danger les tentatives d'assurer la paix au Darfour et au sud du Soudan (Mhaka, 2023).

5. Migration transnationale causée par les guerres et ses effets sur l'Europe occidentale

Caricature 7 : migration et inondations au Soudan



Source: © Omar Dafallah; Sudan, 2020

En 2020, une saison des pluies particulièrement abondantes a vu le Nil atteindre des niveaux record et provoqué les pires inondations au Soudan au cours des trois dernières décennies. Plus de 100 personnes sont mortes et au moins 770 000 Soudanais ont été touchés. Des villes et des villages entiers ont été dévastés (Soudan, 2020). Au cours de la saison des pluies de 2023, une fois de plus, plus de 80 000 réfugiés vivant dans des conditions inhumaines dans des régions frontalières vulnérables après avoir fui la guerre chez eux ont été menacés par les inondations. Beaucoup d'entre eux, en particulier des femmes et des enfants, qui avaient traversé la frontière avec le [Tchad](#), parfois avec leur bétail, pour se réfugier dans des camps de réfugiés comme Koufroun, au nord d'[Adré](#) à la frontière soudanaise, risquaient une « catastrophe humanitaire majeure » selon les représentants de la Croix-Rouge. Déjà avant le dernier conflit au Soudan, le Tchad accueillait environ 600 000 réfugiés, la plus grande population réfugiée [d'Afrique centrale](#), dont 400 000 du Soudan (Davies, 2023).

Il existe de nombreuses histoires touchantes sur la migration répétée des [personnes déplacées à l'intérieur du pays](#) (PDI) au Soudan et ailleurs. Ils sont caractérisés par des cycles de déplacement et de retour, y compris la migration circulaire (Pendle, 2018).

Cartoon 8 : 'Créer une famille - le voyage en exil d'un réfugié sud-soudanais'



Source: © Pendle, 2018

Ainsi, les régions frontalières du nord du [Bahr el-Ghazal](#) ont longtemps été une frontière économique entre le nord et le sud du Soudan, fortement affectées par la [seconde guerre civile soudanaise](#) (1983 à 2005). Elle a remodelé les relations sociales et les moyens de subsistance, les rendant non seulement plus instables, mais aussi plus dépendants des marchés monétaires (Majok, 2020). Après [l'Accord de paix global](#) (CPA) conclu par le [Mouvement populaire de libération du Soudan](#) (SPLM) et le gouvernement du Soudan en 2005, et l'indépendance du [Soudan du Sud](#) qui a suivi, les personnes qui avaient été déplacées par la guerre dans le nord, au [Darfour](#), ou même dans la capitale [Khartoum](#), sont rentrées chez elles. Pourtant, parce que leurs hommes, recrutés pour la guerre, étaient partis, leurs femmes manquaient de soutien. Ils ont été forcés de trouver de nouvelles façons de générer des revenus pour que leurs familles puissent survivre. Cette division des familles, combinée à de mauvaises récoltes et à des inondations, a forcé les femmes à se rendre au Soudan avec leurs enfants ou à occuper un emploi rémunéré. Cependant, les autorités locales (masculines) ont tenté d'empêcher les mouvements transfrontaliers puisque les femmes et les enfants étaient considérés comme des biens nationaux. Ainsi, le conflit et la migration qui a suivi ont également créé de forts effets générationnels et de genre (Majok, 2020), en plus de l'égalité des sexes déjà fortement biaisée. En 2019, le Soudan s'est classé 138e sur 161 pays dans l'indice d'inégalité entre les sexes (GII) des 161 pays enregistrés dans le monde.

Cartoon 9: « Soudan du Sud – personnes fuyant la violence »⁸

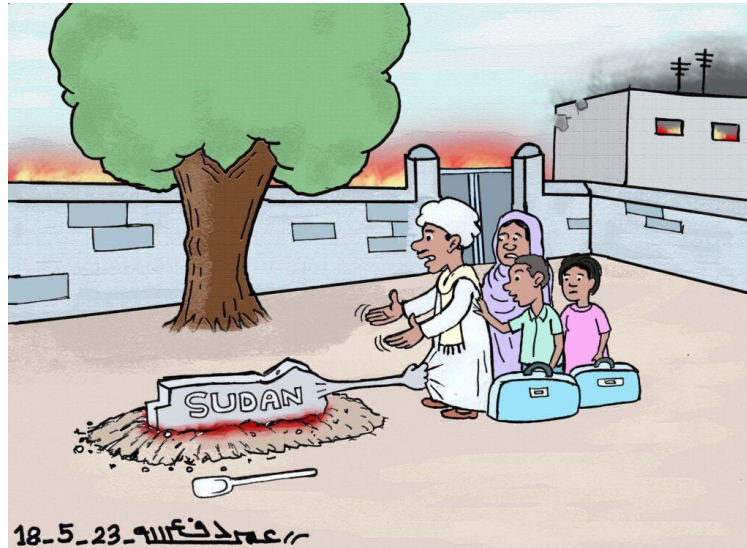


Source: © [Damien Glez, toonpool.com](#)

Les réfugiés soudanais constituent un groupe relativement nouveau en Europe occidentale et leurs conditions de migration et d'accueil diffèrent de celles de groupes plus établis tels que les réfugiés du [Nigeria](#) et de l'[Érythrée](#). Les familles élargies soudanaises, dont les membres sont dispersés dans plusieurs pays, font appel à des institutions formelles et informelles pour joindre les deux bouts (Serra Mingot & Mazzucato, 2018). Ainsi, ils utilisent systématiquement les différences de contrôle migratoire des pays européens. Par exemple, la frontière franco-italienne qui avait été très perméable au fil des décennies. Lorsque Paris a tenté de restreindre la mobilité des demandeurs d'asile, les économies informelles des passeurs de migrants ont été revitalisées.

⁸ « Le monde occidental pleure parce qu'il va bientôt manquer de pétrole ... nous pleurons parce que nous en avons trop. »

Caricature 10 : Exode du Soudan – comment endiguer le flux ?⁹



Source: © Omar Dafallah, [Radio Dabanga](#), Khartoum, 18 mai 2023

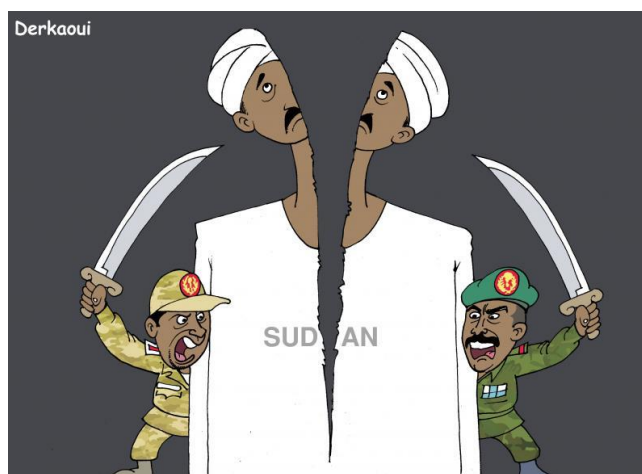
Par conséquent, les zones frontalières sont constamment remodelées au fur et à mesure que les politiques migratoires sont renforcées, avec des impacts sociaux, politiques et économiques aux niveaux local et international. Les modifications de la gouvernance des migrations ont également changé la nature des installations de fortune, passant d'espaces d'autonomie, même précaires, à l'exclusion et à l'incertitude. De plus, la relation entre les espaces formels et informels et l'agence des migrants est devenue ambiguë et a changé au fil du temps (Aru, 2021). Cela était également dû au manque de responsabilité partagée entre les États membres de l'UE, au non-respect du régime d'asile commun de [l'espace Schengen](#) et des droits de l'homme, avec des revendications croissantes de souveraineté nationale par certains États membres comme le [groupe de Visegrád](#) (Amigoni & Molinero & Vergnano, 2021). Le régime migratoire de l'UE a également eu un impact sur les premières étapes de la route migratoire des migrants soudanais. Ainsi, les réfugiés transitant par [l'Égypte](#) ayant l'intention de quitter le pays pour l'Europe ont ajusté leur stratégie qui était principalement poussée par une motivation extrinsèque, une expérience de performance antérieure et des facteurs sociétaux (Zwick, 2022).

Enfin, et ce n'est pas le moins important, l'encouragement de la résilience des réfugiés potentiels par les organisations d'aide et humanitaires dans les pays d'accueil convenait également au gouvernement soudanais, car il cachait ses actions comme étant la cause de la crise en cours. De plus, il a dégagé la communauté des donateurs de la responsabilité de protéger. Cela a peut-être été particulièrement pratique lorsque [Bruxelles](#) a collaboré avec [Khartoum](#) pour endiguer la migration vers l'Europe (Jaspars, 2021).

⁹ Omar Dafallah exprime le dilemme de milliers de sentiments soudanais sur les pays voisins.

7. Conclusion

Caricature 11 : Le conflit au Soudan plonge les chefs militaires dans une lutte pour le contrôle



Source: © Derkaoui Abdellah, 18 avril 2023, cartoonmovement.com

Jusqu'en 2005, la médiation des conflits au Soudan a eu un impact positif sur la résolution des conflits. Il a permis aux parties opposées d'engager un dialogue et de parvenir à des solutions mutuellement acceptables, tout en promouvant le compromis et la coopération, comme le montrent [l'Accord de paix global](#) (CPA) entre le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM) et le Gouvernement soudanais et l'indépendance ultérieure du Soudan du Sud (Chuol, 2023).

La rupture répétée des accords d'armistice entre les belligérants SAF et RSF dans le conflit actuel n'incite guère à l'optimisme quant aux tentatives de médiation. Ceci, d'autant plus que des puissances extérieures comme la [Russie](#) et les États arabes ont montré un intérêt actif à alimenter encore plus le conflit, comme indiqué ci-dessus. Au contraire, les récents combats au Soudan se sont intensifiés après l'échec des pourparlers de cessez-le-feu (Reuters, 2023). À condition que le conflit ne dégénère pas en guerre civile totale ou même en génocide comme la [guerre du Darfour](#) (2003 à 2010), la population affectée continuera probablement à faire preuve d'une extraordinaire tolérance à la souffrance, mais aussi d'un manque de vengeance, et à s'orienter davantage vers des notions de justice fondées sur la paix. Au moins, des études de cas parmi les victimes ont démontré qu'elles considéraient déjà le retour à des temps paisibles après la guerre comme une condition suffisante de la justice (Korostelina & Rothbart & Gjeloshi (2023).

Une telle construction d'une conception de la justice « fondée sur la paix » peut avoir des implications pour la conception et la mise en œuvre de programmes de [vérité et de réconciliation](#) à l'instar de l'exemple sud-africain, plutôt que de se concentrer sur les expériences de guerre et de conflit, d'autant plus que les conflits contemporains augmentent la durée des phases de confrontation violente et non-violente, et la plupart des violences sont dirigées contre les civils. Par conséquent, une conception alternative de la paix en tant que condition sociale serait nécessaire pour construire des institutions légitimes, contrecarrant les discours autoritaires, fondamentalistes et sectaires (Gomez, 2023).

Bibliographie

- ACSS** (2023): [Sudan conflict straining fragility of its neighbors](#). Africa Center for Strategic Studies, Washington D.C., 2 May 2023 (updated on 6 June 2023)
- Amigoni**, Livio & Chiara **Molinero** & Cecilia **Vergnano** (2021). [Smugglers and smuggled migrants: Amid Sudanese passeurs in the border regime of Ventimiglia](#). In: Amigoni, L., Aru, S., Bonnin, I., Proglia, G., Vergnano, C. (eds): *Debordering Europe. Migration, Diasporas and Citizenship*. Palgrave Macmillan, Cham, pp 137–158
- Aru**, Silvia (2021): [Abandonment, agency, control: Migrant's camps in Ventimiglia](#). *Antipode*, vol. 53 No. 6, pp. 1619–1638
- Bedigen**, Winnifred (2023): [Indigenous peacebuilding in South Sudan: Delivering sustainable peace through traditional institutions, customs and practices](#). London: Routledge, 234 p.
- Brosché**, Johan (2023): [Conflict over the Commons: Government bias and communal conflicts in Darfur and Eastern Sudan](#). *Ethnopolitics*, vol. 22(2), pp. 199-221
- Burke**, Jason (2023): [Communal violence and civilian deaths in Sudan fuel fears of widening conflict](#). *The Guardian*, 12 May 2023
- Burke**, Jason (2023a): [A war for our age: how the battle for Sudan is being fuelled by forces far beyond its borders](#). *The Guardian*, 30 April 2023
- Chuol**, Ameen (2023): [Impact of mediation on conflict resolution in Sudan](#). *Journal of Conflict Management*, vol. 3(1), pp. 1–12
- Davies**, Lizzy (2023): [Race against time to stop 'humanitarian disaster' among Sudan refugees in Chad](#). *The Guardian*, 24 May 2023
- Fabricius**, Peter (2020): [Sudan, a coup laboratory](#). *ISS-today*, Pretoria: Institute for Security Studies, 31 July 2020
- Fulton**, Adam & Oliver **Holmes** (2023): [Sudan conflict: why is there fighting and what is at stake in the region?](#) *The Guardian*, 27 April 2023
- Gomez**, Camilo Tamayo (2023): [Beyond Battlefields and Conventional Research Agendas: The Importance of Understanding Surveillance Activities and Practices During Long-Term Armed Conflicts](#). *Surveillance & Society*, vol. 21 (1), pp. 103-107
- Hussain**, Abid (2023): [Journey to safety: Pakistanis escaping the violence in Sudan](#). *Aljazeera*, 25 April 2023
- Jaspars**, Susanne (2021): [Protracted crisis, food security and the fantasy of resilience in Sudan](#). *Security Dialogue*, 2021, vol. 52(3), pp. 195–212
- Kohnert**, Dirk (2022): [The impact of Russian presence in Africa](#). *MPRA paper*, No. 112564, pp. 1-20
- Kohnert**, Dirk (2022a): [The impact of Islamist terrorism on Africa's informal economy: Kenya, compared with Ghana and Senegal](#). SSRN-WPS, No. 4145928, pp. 1-26
- Korostelina**, Karina V. & Daniel **Rothbart** & Beltina **Gjeloshi** (2023): [Production of the meaning of justice in the aftermath of war in Sudan](#). *Peace and Conflict: Journal of Peace Psychology*, 6 April 2023
- Lucente**, Adam (2023): [What's at stake for China in Sudan as fighting drags on?](#) *Al-Monitor*, 24 April 2023
- Majok**, Joseph Diing (2020): [War, Migration and Work. Changing social relations in the South Sudan borderlands](#). Rift Valley Institute report, pp. 1-18
- Mhaka**, Tafi (2023): [Why is the African Union absent in Sudan?](#) *Aljazeera*, 24 May 2023
- Nayar**, K. P. (2023): [India's Sudan mission](#). *The Tribune* (India), 7 June 2023
- Nyadera**, I. N. & Md. N **Islam** & F. **Shihundu** (2023): [Rebel fragmentation and protracted conflicts: Lessons from SPLM/A in South Sudan](#). *Journal of Asian and African Studies*, pp. 0(0) OlineFirst

- Oxford Analytica** (2023): [Sudan faces serious risks of a protracted civil war](#). *Emerald Expert Briefings*, 2023
- Pendle**, Naomi (2018): [Making family: The journey into exile of a South Sudan refugee](#). (Part 1 & Part 2), London School of Economics (LSE), 16 January 2018
- Reuters** (2023): [Sudan fighting escalates after breakdown in ceasefire talks](#). *The Guardian*, 5 June 2023
- Rothbart**, Daniel & Karina **Korostelina** & Beltina **Gjeloshi** (2023): [Living through war: An oral history of civilians in Sudan](#). *Conflict Resolution Quarterly*, 19 April 2023, pp. 1-23
- Sawant**, Ankush B. (1998). [Ethnic conflict in Sudan in historical perspective](#). *International Studies*, vol. 35 (3), pp. 343–363
- Serra Mingot**, Ester & Valentina **Mazzucato** (2018): [Moving for a ‘better welfare’? The case of transnational Sudanese families](#). *Global Networks*, vol. 19 (2), pp. 139-157
- Shaffer**, Ryan (2023): [Book review of: “Intelligence sharing between asymmetrical allies: the United States, Uganda, Sudan, and South Sudan against the LRA”](#), by Malual Ayom Dor, Osborne Park, Australia, Africa World Books Pty Ltd, 2021, 330 pp, *Journal of Policing, Intelligence and Counter Terrorism*, vol. 18 (3), 2023, pp. 410-412, 16 Mar 2023
- Simple**, Alex Miskin (2022): [South Sudan's Archival Project: Communicating the Past through the Lens of a Cartoonist](#), 3 February 2022
- Sudan**, Dabanga, (2020): [Sudan’s 2020 in retrospect – Cartoons by Omar Dafallah](#). Homepage: Dangba Sudan
- Tønnessen**, Liv (2023): [Sudan](#). In: Ellen Lust (ed.) : *The Middle East*, CoPress, Sage, (16th edition), chap. 23
- UNSTATS** (2021): [Demographic Yearbook – Table 3: Population by sex, rate of population increase, surface area and density](#). *Africa*. United Nations Statistics Division. 2021
- US-Treasury** (2023): [Treasury sanctions military-affiliated companies fueling both sides of the conflict in Sudan](#). U.S. Department of the Treasury’s Office of Foreign Assets Control (OFAC), Washington DC, 1 June 2023
- US-Treasury** (2020): [Treasury targets financier’s illicit sanctions evasion activity](#). 15 July 2020
- Voller**, Yaniv (2023): [Militias as a tool for encouraging ethnic defection: Evidence from Iraq and Sudan](#). *Terrorism and Political Violence*, vol. 35(1), pp. 65-82
- Waal**, Alex de (2023): [General Mohamed Hamdan Dagolo ‘Hemedti’](#). LSE / World Peace Foundation; 3 July 2019
- Zwick**, Hélène Syed (2022): [Narrative analysis of Syrians, South Sudanese and Libyans transiting in Egypt: a motivation-opportunity-ability approach](#). *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 48 (9), pp. 2223-2244

Abstract: [On the impact of the 2023 Sudanese war on Africa and beyond] - For decades, the history of Sudan, Africa's third-largest country with around 46 million inhabitants, has been marked by violent clashes between the northern, Muslim and Arab military elites of the capital Khartoum at the expense of the civilian population. Since Sudan gained independence in 1956, there have been 16 attempted coups, six of which were successful. That was more than in any other country on a continent that has seen more coups than any other region in the world. Two civil wars between the government in Khartoum and the southern regions claimed around 1.5 million victims. In addition, the ongoing conflict in the western Darfur region has killed more than 200,000 people and displaced two million people. In these conflicts, borders mean little. Control of resources and subjects is the primary objective, and forces arising in the borderlands seek revenge on the despised metropolitan elites. Sudan's geopolitical importance in a volatile region bordering the Red Sea, the Sahel and the Horn of Africa, as well as its agricultural prosperity, attracted regional and global actors and hampered the successful transition to civilian-led government and sustainable development. In addition to Great Britain, the former colonial power, Russia, the USA, Saudi Arabia, the United Arab Emirates and other neighbouring countries were fighting for influence in Sudan, including Ethiopia, Chad and South Sudan. They, too, were affected by political unrest and conflict and suffered under the burden of Sudanese refugees fleeing the fighting to neighbouring countries. The British colonial rulers had already used existing differences to divide the population according to ethnic and regional affiliations, a practice that survives to this day. Militia activism deepened divisions among rebel supporters. This divide-and-conquer policy corresponded to a well-established tactic used by African governments in ethnic civil wars, often exploiting the militias to encourage and facilitate ethnic migration by integrating the militias into the national army. Transnational, well-entrenched criminal networks involved in drug-, arms- and human trafficking also stood ready to take advantage of the chaos. This made Sudan one of the most fragile countries in the world. Sudan's collapse would not only shake its neighbours, but could also upset several other African countries, including fragile states in the Sahel, and East and North Africa. The side effects of such an incalculable conflict zone and the resulting chaos would also affect Western Europe, which is already suffering from the influx of refugees from Syria and other war zones in the Middle East and Africa.

Zusammenfassung : [Zu den Auswirkungen des Sudan-Krieges 2023 auf Afrika und darüber hinaus] – Seit Jahrzehnten ist die Geschichte des Sudan, dem drittgrößten Land Afrikas mit rund 46 Millionen Einwohnern, von gewaltsamen Auseinandersetzungen zwischen den nördlichen, muslimischen und arabischen Militäreliten der Hauptstadt Khartoum auf Kosten der Zivilbevölkerung geprägt. Seit der Unabhängigkeit Sudans im Jahr 1956 kam es zu 16 Putschversuchen, von denen sechs erfolgreich waren. Das war mehr als in jedem anderen Land auf einem Kontinent, der selbst mehr Staatsstriche erlebt hat als jede andere Region der Welt. Zwei Bürgerkriege zwischen der Regierung in Khartoum und den südlichen Regionen forderten rund 1,5 Millionen Opfer. Darüber hinaus hat der anhaltende Konflikt in der westlichen Darfur-Region mehr als 200.000 Menschen getötet und zwei Millionen Menschen vertrieben. In diesen Konflikten bedeuten Grenzen wenig. Die Kontrolle über Ressourcen und Untertanen ist das Hauptziel, und in den Grenzgebieten entstehende Kräfte streben nach Rache an den verachteten Eliten der Metropolen. Die geopolitische Bedeutung des Sudan in einer instabilen Region an der Grenze zum Roten Meer, der Sahelzone und dem Horn von Afrika sowie sein landwirtschaftlicher Wohlstand zogen regionale und globale Akteure an und behinderten den erfolgreichen Übergang zu einer zivil geführten Regierung und einer nachhaltigen Entwicklung. Neben Großbritannien, der ehemaligen Kolonialmacht, kämpften Russland, die USA, Saudi-Arabien, die Vereinigten Arabischen Emirate und weitere Nachbarländer um Einfluss im Sudan, darunter Äthiopien, Tschad und Süd-Sudan. Auch sie waren von politischen Unruhen und Konflikten betroffen und litten unter der Last der sudanesischen Flüchtlinge, die vor den Kämpfen in die Nachbarländer flohen. Bereits die britischen Kolonialherren nutzten bestehende Unterschiede, um die Bevölkerung nach ethnischen und regionalen Zugehörigkeiten aufzuteilen, eine Praxis, die bis heute Bestand hat. Der Aktivismus der Milizen vertiefte die Spaltungen unter den Rebellenanhängern. Diese „Teile-und-herrsche“-Politik entsprach einer bewährten Taktik afrikanischer Regierungen in ethnischen Bürgerkriegen, bei der die Milizen häufig ausgenutzt wurden, um ethnische Migration zu fördern und zu erleichtern, indem sie in die nationale Armee integriert wurden. Auch transnationale, fest verwurzelte kriminelle Netzwerke im Drogen-, Waffen- und Menschenhandel standen bereit, das Chaos auszunutzen. Dies machte den Sudan zu einem der fragilsten Länder der Welt. Der Zusammenbruch des Sudan würde nicht nur seine Nachbarn erschüttern, sondern könnte auch zahlreiche andere afrikanische Länder in Mitleidenschaft ziehen, darunter fragile Staaten in der Sahelzone sowie in Ost- und Nordafrika. Die Nebenwirkungen einer solch unkalkulierbaren Konfliktzone und das daraus resultierende Chaos würden auch Westeuropa treffen, das bereits unter dem Zustrom von Flüchtlingen aus Syrien und anderen Kriegsgebieten im Nahen Osten und in Afrika leidet.